

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBBACK

Le Ministre du Budget,
Mme. M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 93 — 405

14 JANVIER 1993. — Loi modifiant le titre Ier, règles préliminaires et le titre III, des exécutions forcées, de la Ve partie du Code judiciaire concernant les saisies conservatoires et les voies d'exécution et modifiant l'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1390, premier alinéa, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de saisie de biens meubles ou immeubles, l'huissier de justice qui l'a pratiquée adresse dans les vingt-quatre heures de l'acte, sous sa signature, au greffier du tribunal de première

(1) *Session ordinaire 1989-1990 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1114/1 du 8 mars 1990. — Rapports n° 1114/6 et 8 du 10 et 30 avril 1991, de M. Bourgeois. — Amendements n°s 1114/2, 3, 4, 5, 7.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 7 mai 1991. — Adoption. Séance du 8 mai 1991.

Session ordinaire 1990-1991 :

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1323/1 du 8 mai 1991.

Session extraordinaire 1991-1992 :

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 353/1 du 15 mai 1992. — Rapport n° 353/2 du 27 octobre 1992, de M. Vandenberghe.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 10 novembre 1992.

Session ordinaire 1992-1993 :

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 718/1 du 12 novembre 1992. — Rapport n° 718/2 du 9 décembre 1992, de M. Desmet.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 22 décembre 1992.

Art. 6. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBBACK

De Minister van Begroting,
Mevr. M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 93 — 405

14 JANUARI 1993. — Wet tot wijziging van titel I, voorafgaande regels, en titel III, gedwongen tenuitvoerlegging, van deel V van het *Gerechtelijk Wetboek* inzake het bewarend beslag en de middelen tot tenuitvoerlegging en tot wijziging van artikel 476 van de wet van 18 april 1851 betreffende het faillissement, de bankbreuk en het uitstel van betaling (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1390, eerste lid, van het *Gerechtelijk Wetboek* wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij beslag op roerende of onroerende goederen zendt de gerechtsdeurwaarder die het heeft gelegd binnen vierentwintig uren na de akte, onder zijn handtekening, aan de griffier van de

(1) *Gewone zitting 1989-1990 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1114/1 van 8 maart 1990. — Verslagen nr. 1114/6 en 8 van 10 en 30 april 1991, door de heer Bourgeois. — Amendementen nrs. 1114/2, 3, 4, 5, 7.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 7 mei 1991. — Aanneming. Vergadering van 8 mei 1991.

Gewone zitting 1990-1991 :

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1323/1 van 8 mei 1991.

Buitengewone zitting 1991-1992 :

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 353/1 van 15 mei 1992. — Verslag nr. 353/2 van 27 oktober 1992, door de heer Vandenberghe.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 november 1992.

Gewone zitting 1992-1993 :

Kamer van Volkvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 718/1 van 12 november 1992. — Verslag nr. 718/2 van 9 december 1992, door de heer Desmet.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 december 1992.

instance du lieu de la saisie et, le cas échéant, du domicile du saisi, un avis de saisie relatant l'identité et le domicile du saisissant, du débiteur saisi et, le cas échéant, du tiers saisi, la date de naissance du débiteur saisi, la date de la saisie, le lieu où elle a été pratiquée et, le cas échéant, la date de sa signification au débiteur saisi, la nature, le montant de la créance du saisissant, les causes éventuelles de préférence et la description des biens saisis.

Le greffier mentionne sur l'avis de saisie la date et l'heure de réception de l'avis au greffe. »

Art. 2. A l'article 1390bis du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est complété comme suit :

« Le greffier mentionne sur l'avis de délégation la date et l'heure de réception de l'avis au greffe. » ;

2° au deuxième alinéa, entre les mots « du tiers délégué » et les mots « ainsi que le montant », sont insérés les mots « la date de naissance du délégué » ;

3° l'article est complété comme suit :

« L'avis de délégation est conservé au greffe pendant un délai de trois ans à compter de la mise en œuvre de la délégation, sans préjudice, s'il y échet, de la radiation préalable de l'avis, à l'amiable ou par décision du juge. Il est périmé de plein droit à l'expiration de ce délai s'il n'a été renouvelé auparavant. Le modèle de l'avis de délégation est établi par le Roi.

La délégation n'est opposable aux tiers qu'à partir du moment du dépôt de l'avis de délégation au greffe du tribunal de première instance du domicile du débiteur. »

Art. 3. Il est inséré dans le même Code à la place de l'article 1390ter, qui devient l'article 1390quater, un article 1390ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 1390ter. — En cas de cession de rémunération, le cessionnaire, qui a envoyé au débiteur cédé la copie de la mise en demeure visée à l'article 28, 1°, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs, adresse dans les vingt-quatre heures de cet envoi, sous sa signature, au greffier du tribunal de première instance du domicile du cédant, un avis relatant l'identité et le domicile du cessionnaire, du cédant et du débiteur cédé, la date de naissance du cédant ainsi que la nature et le montant de la créance du cessionnaire.

Lorsque la cession de rémunération est réalisée en vertu de l'article 1690 du Code civil, l'huissier instrumentant en cas de signification ou le cessionnaire en cas d'acceptation de la cession faite par le débiteur dans un acte authentique, adresse dans les vingt-quatre heures de la signification ou de l'acceptation, sous sa signature, au greffier du tribunal de première instance du domicile du cédant un avis relatant l'identité et le domicile du cessionnaire, du cédant et du débiteur cédé, la date de naissance du cédant ainsi que la nature et le montant de la créance du cessionnaire.

Le greffier mentionne sur l'avis de cession la date et l'heure de réception de l'avis au greffe.

La cession n'est opposable aux tiers qu'à partir du moment du dépôt de l'avis de cession au greffe du tribunal de première instance du domicile du cédant.

L'avis de cession est conservé au greffe pendant un délai de trois ans à compter de la mise en œuvre de la cession, sans préjudice, s'il échet, de la radiation préalable de l'avis, à l'amiable ou par décision du juge.

Il est périmé de plein droit à l'expiration de ce délai s'il n'a été renouvelé auparavant.

Le modèle de l'avis de cession est établi par le Roi. »

Art. 4. A l'article 1390quater, premier alinéa, du même Code, les mots « aux articles 1390 et 1390bis » sont remplacés par les mots « aux articles 1390, 1390bis et 1390ter ».

Art. 5. L'article 1391 du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1391. Les avocats et les huissiers de justice chargés d'une procédure contre une personne déterminée peuvent prendre connaissance au greffe sans déplacement des avis de saisie, de délégation et de cession établis au nom de celle-ci.

rechtbank van eerste aanleg van de plaats van het beslag en, in voorkomend geval, van de woonplaats van de beslagene, een bericht van beslag, met vermelding van de identiteit en de woonplaats van de beslaglegger, van de schuldenaar tegen wie het beslag geschiedt en, in voorkomend geval, van de derde bij wie het beslag geschiedt, de geboortedatum van de schuldenaar tegen wie het beslag geschiedt, de datum en de plaats van het beslag en, in voorkomend geval, de datum van de betekening aan de beslagen schuldenaar, de aard en het bedrag van de schuldvordering van de beslaglegger, de eventuele redenen van voorrang en de beschrijving van de inbeslaggenomen goederen.

De griffier vermeldt op het bericht van beslag de datum en het uur waarop het ter griffie werd ontvangen. »

Art. 2. In artikel 1390bis van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, wordt aangevuld met wat volgt :

« De griffier vermeldt op het bericht van delegatie de datum en het uur waarop het ter griffie werd ontvangen. » ;

2° in het tweede lid, worden tussen de woorden « in de plaats gesteld schuldenaar », en de woorden « het bedrag en de oorzaak van de delegatie » de woorden « de geboortedatum van de schuldenaar door wie de delegatie is gedaan », ingevoegd ;

3° het artikel wordt aangevuld met wat volgt :

« Het bericht van delegatie wordt ter griffie bewaard gedurende drie jaren te rekenen van het van kracht worden van de delegatie, onverminderd, in voorkomend geval, de voorafgaande schrapping, in der minne of bij beslissing van de rechter, van het bericht. Het vervalt van rechtswege bij het verstrijken van die termijn, indien het niet tevoren is vernieuwd. Het model van bericht van delegatie wordt door de Koning opgemaakt.

De delegatie is slechts aan derden tegenstelbaar vanaf het tijdstip van neerlegging van het bericht van delegatie op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de schuldenaar. »

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt in de plaats van artikel 1390ter, dat artikel 1390quater wordt, een nieuw artikel 1390ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1390ter. In geval van overdracht van loon stuurt de overnemer, die aan de gecedeerde schuldenaar een afschrift heeft overgezonden van de ingebrekestelling omschreven in artikel 28, 1°, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, binnen vierentwintig uren na die verzending, onder zijn handtekening een bericht dat de identiteit en de woonplaats vermeldt van de overnemer, de overdrager en de gecedeerde schuldenaar, de geboortedatum van de overdrager alsook de aard en het bedrag van de schuldvordering van de overnemer; de overnemer stuurt dit bericht aan de griffier van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de overdrager.

Geschiedt de overdracht van loon op grond van artikel 1690 van het Burgerlijk Wetboek, dan zendt in geval van betekening de optredende gerechtsdeurwaarder, of, in geval van aanneming van de overdracht door de schuldenaar bij wege van een authentieke akte, de overnemer, binnen vierentwintig uren na de betekening of de aanneming, onder zijn handtekening, een bericht aan de griffier van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de overdrager, dat de identiteit en de woonplaats vermeldt van de overnemer, de overdrager en de gecedeerde schuldenaar, de geboortedatum van de overdrager alsook de aard en het bedrag van de schuldvordering van de overnemer.

De griffier vermeldt op het bericht van overdracht de datum en het uur waarop het ter griffie werd ontvangen.

De overdracht is slechts aan derden tegenstelbaar vanaf het tijdstip van neerlegging van het bericht van overdracht op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de overdrager.

Het bericht van overdracht wordt, vanaf het van kracht worden van de overdracht, gedurende drie jaar ter griffie bewaard, onverminderd, in voorkomend geval, de voorafgaande schrapping, in der minne of bij beslissing van de rechter, van het bericht.

Het vervalt van rechtswege bij het verstrijken van die termijn, indien het niet tevoren is vernieuwd.

Het model van het bericht van overdracht wordt door de Koning opgemaakt. »

Art. 4. In artikel 1390quater van hetzelfde Wetboek worden in het eerste lid de woorden « de artikelen 1390 en 1390bis » vervangen door de woorden « de artikelen 1390, 1390bis en 1390ter ».

Art. 5. Artikel 1391 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1391. De advocaten en de gerechtsdeurwaarders belast met een procedure tegen een bepaald persoon kunnen op de griffie ter plaatse inzage nemen van de berichten van beslag, delegatie en overdracht, die op diens naam zijn opgemaakt.

Les notaires sont autorisés à consulter de la même manière les avis de saisie, de délégation et de cession établis au nom des personnes dont les biens doivent faire l'objet d'un acte de leur ministère.

Aucune saisie-exécution, aucune procédure de répartition ne peut être diligentée sans consultation préalable des avis de saisie, de délégation et de cession par l'officier ministériel.

A cette fin, l'exploit de saisie ou le procès-verbal de répartition mentionne, la date et l'heure à laquelle l'officier ministériel a consulté les avis de saisie, de délégation et de cession. »

Art. 6. L'article 1408 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1408. § 1er. Ne peuvent être saisis, outre les choses déclarées insaisissables par des lois particulières :

1° le coucher nécessaire du saisi et de sa famille, les vêtements et le linge indispensables à leur propre usage, ainsi que les meubles nécessaires pour les ranger, une machine à laver le linge et un fer à repasser, les appareils nécessaires au chauffage du logement familial, les tables et chaises permettant à la famille de prendre les repas en commun ainsi que la vaisselle et les ustensiles de ménage indispensables à la famille, un meuble pour ranger la vaisselle et les ustensiles de ménage, un appareil pour la préparation des repas chauds, un appareil pour la conservation des aliments, un appareil d'éclairage par chambre habitée, les objets nécessaires aux membres handicapés de la famille, les objets affectés à l'usage des enfants à charge qui habitent sous le même toit, les animaux de compagnie, les objets et produits nécessaires aux soins corporels et à l'entretien des locaux, les outils nécessaires à l'entretien du jardin, le tout à l'exclusion des meubles et objets de luxe;

2° les livres et autres objets nécessaires à la poursuite des études ou à la formation professionnelle du saisi ou des enfants à charge qui habitent sous le même toit;

3° si ce n'est pour le paiement de leur prix, les biens indispensables à la profession du saisi, jusqu'à la valeur de cent mille francs au moment de la saisie, et au choix du saisi;

4° les objets servant à l'exercice du culte;

5° les aliments et combustibles nécessaires au saisi et à sa famille pendant un mois;

6° une vache, ou douze brebis ou chèvres au choix du saisi, ainsi qu'un porc et vingt-quatre animaux de basse-cour, avec la paille, le fourrage et le grain nécessaires pour la litière et la nourriture desdits animaux pendant un mois.

§ 2. Les objets visés au § 1er restent saisissables s'ils se trouvent dans un lieu autre que celui où le saisi demeure ou travaille habituellement.

§ 3. Les difficultés d'application de cet article sont tranchées par le juge des saisies sur la base du procès-verbal de saisie actant les observations formulées par le saisi à l'huissier, à peine de déchéance, soit au moment de la saisie, soit dans les cinq jours de la signification du premier acte de saisie.

Sur le dépôt d'une copie du procès-verbal de saisie, effectué au greffe par l'huissier de justice ou par la partie la plus diligente, dans les quinze jours qui suivent la remise de la copie dudit procès-verbal ou, s'il échet, de la signification de la saisie au débiteur, le juge des saisies fixe jour et heure pour l'examen et le règlement des difficultés, le créancier et le débiteur préalablement entendus ou appelés. Le greffier convoque les parties et informe l'huissier de justice instrumentant.

La procédure ne peut être poursuivie si le dépôt de la copie du procès-verbal prévu à l'alinéa précédent n'a pas été effectué.

La demande est suspensive de la poursuite mais les biens demeurent frappés de saisie jusqu'à ce qu'il ait été statué.

Le juge des saisies statue toutes affaires cessantes, tant en présence qu'en l'absence des parties; son ordonnance n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel; la procédure peut être reprise immédiatement. »

Art. 7. A l'article 1409 du même Code, modifié par la loi du 16 juin 1978, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les alinéas 1er, 2 et 3 forment le § 1er;
- 2° les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

De notarissen kunnen op dezelfde wijze inzage nemen van de berichten van beslag, delegatie en overdracht, die zijn opgemaakt op naam van de personen voor wier goederen een handeling moet worden verricht welke tot hun ambt behoort.

Geen uitvoerend beslag of procedure van verdeling kan plaatsvinden zonder voorafgaande raadpleging door de ministeriële ambtenaar van de berichten van beslag, delegatie en overdracht.

Te dien einde vermeldt het exploit van beslag of het proces-verbaal van verdeling de datum en het uur waarop de ministeriële ambtenaar de berichten van beslag, delegatie en overdracht heeft geraadpleegd. »

Art. 6. Artikel 1408 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1408. § 1. Behalve op zaken, niet vatbaar voor beslag verklaard door bijzondere wetten, mag ook geen beslag worden gelegd :

1° op het nodige bed en beddegoed van de beslagene en van zijn gezin, de kleren en het linnengoed volstrekt noodzakelijk voor hun persoonlijk gebruik alsmede de meubelen nodig om deze op te bergen, een wasmachine en stijkijs voor het onderhoud van het linnen, de toestellen die noodzakelijk zijn voor de verwarming van de gezinswoning, de tafel en de stoelen die voor de familie een gemeenschappelijke maaltijd mogelijk maken, alsook het vaatwerk en het huishoudgerei dat volstrekt noodzakelijk is voor het gezin, een meubel om het vaatwerk en het huishoudgerei op te bergen, een toestel om warme maaltijden te bereiden, een toestel om voedingsmiddelen te bewaren, één verlichtingstoestel per bewoonde kamer, de voorwerpen die noodzakelijk zijn voor de mindervalide gezinsleden, de voorwerpen die bestemd zijn om te worden gebruikt door de kinderen ten laste die onder hetzelfde dak wonen, de gezelschapsdieren, de voorwerpen en produkten die noodzakelijk zijn voor de lichaamsverzorging en voor het onderhoud van de vertrekken, het gereedschap dat nodig is voor het onderhoud van de tuin, een en ander met uitsluiting van de luxemeubelen en luxeartikelen;

2° op de boeken en overige voorwerpen, nodig voor de voortzetting van studies of voor de beroepsopleiding van de beslagene of van de kinderen te zijnen laste die onder hetzelfde dak wonen;

3° op de goederen die de beslagene volstrekt nodig heeft voor zijn beroep, tot een waarde van honderdduizend frank op het tijdstip van het beslag en naar keuze van de beslagene, behalve voor de betaling van de prijs van die goederen;

4° op de voorwerpen die dienen voor de uitoefening van de eredienst;

5° op de levensmiddelen en brandstof die de beslagene en zijn gezin voor een maand nodig hebben;

6° een koe, of twaalf schapen of geiten, naar keuze van de beslagene, alsmede een varken en vierentwintig dieren van de hoenderhof, met het stro, voeder en graan, nodig voor het strooisel en de voeding van dat vee gedurende één maand.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorwerpen blijven voor beslag vatbaar indien zij zich op een andere plaats bevinden dan daar waar de beslagene gewoonlijk woont of werkt.

§ 3. De moeilijkheden inzake de toepassing van dit artikel worden beslecht door de beslagrechter op grond van het proces-verbaal van beslaglegging, waarin de opmerkingen van de beslagene, op straffe van verval aan de gerechtsdeurwaarder mee te delen, hetzij op het tijdstip van het beslag, hetzij binnen vijf dagen na de betekening van de eerste akte van beslag, worden aangetekend.

Bij de neerlegging ter griffie van een afschrift van het proces-verbaal van beslaglegging door de gerechtsdeurwaarder of door de meest gerede partij, binnen vijftien dagen na de overhandiging van het afschrift van dat proces-verbaal of, indien daartoe grond bestaat, van de betekening van het beslag aan de schuldenaar, bepaalt de beslagrechter dag en uur van het onderzoek en de regeling van de moeilijkheden, de schuldeiser en de schuldenaar vooraf gehoord of opgeroepen. De griffier roept de partijen op en verwittigt de instrumenterende gerechtsdeurwaarder.

De procedure kan niet worden voortgezet indien de in het vorige lid bedoelde neerlegging van het afschrift van het proces-verbaal niet heeft plaatsgehad.

De vordering schorst de vervolging, doch de goederen blijven onder beslag totdat uitspraak is gedaan.

De beslagrechter doet uitspraak bij voorrang boven alle andere zaken, zowel in aanwezigheid als bij ontstentenis van de partijen; zijn beschikking is niet vatbaar voor verzet of hoger beroep; de rechtspleging kan onmiddellijk worden hervat. »

Art. 7. In artikel 1409 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste, tweede en derde lid vormen § 1;
- 2° het vierde en vijfde lid worden opgeheven;

3° il est ajouté un § 2 et un § 3 rédigés comme suit :

— « § 2. Chaque année, le Roi adapte les montants fixés au § 1er compte tenu de l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de chaque année.

L'indice de départ est celui du mois de novembre 1989.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants, conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à la centaine supérieure.

Le montant minimal ainsi adapté ne peut jamais être inférieur au montant déterminé à l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, en vigueur au 1er janvier de l'année suivant celle de l'adaptation, arrondi au millier supérieur.

Dans les quinze premiers jours du mois de décembre de chaque année, les nouveaux montants sont publiés au *Moniteur belge*. Ils entrent en vigueur le 1er janvier de l'année suivant celle de leur adaptation. »

— § 3. Le Roi peut, en outre, adapter les montants prévus au § 1er, après avis du Conseil national du travail, en tenant compte de la situation économique.

L'arrêté entre en vigueur le 1er janvier de l'année suivant sa publication au *Moniteur belge*. »

Art. 8. Un article 1409bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 1409bis. Le débiteur qui ne dispose pas de revenus visés à l'article 1409 peut conserver pour lui et sa famille les revenus nécessaires calculés conformément aux articles 1409 et 1411.

Toute prétention du débiteur fondée sur l'alinéa 1er est soumise au juge des saisies conformément à l'article 1408, § 3. Celui-ci peut limiter la durée pendant laquelle le débiteur bénéficie de cette insaisissabilité.

Art. 9. A l'article 1410 du même Code, modifié par les lois du 1er avril 1969, du 27 juin 1969, du 12 mai 1971, du 7 août 1974, du 9 juillet 1975 et du 31 juillet 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété comme suit :

« 8° — à l'indemnité accordée en cas d'interruption de la carrière professionnelle. » ;

2° le § 2 est complété comme suit :

« 8° — les sommes payées à titre d'aide sociale par les centres publics d'aide sociale. »

Art. 10. A l'article 1411, premier alinéa, du même Code, modifié par la loi du 12 mai 1971, il est inséré après les mots « à l'article 1409 » les mots « à l'article 1409bis ».

Art. 11. A l'article 1412 du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase du premier alinéa est remplacée par la disposition suivante :

« Les limitations et exclusions prévues aux articles 1409, 1409bis et 1410, § 1er, § 2, 1° à 7°, § 3 et § 4 ne sont pas applicables : » ;

2° dans le dernier alinéa, le mot « travailleur » est remplacé par les mots « débiteur d'aliments ».

Art. 12. L'article 1502 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1502. L'exploit de saisie-exécution mobilière reproduit, à peine de nullité, le texte de l'article 1408, § 3, ainsi que des articles 490bis et 507 du Code pénal. »

Art. 13. L'article 1520 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1520. Il y aura au moins un mois entre la remise de la copie du procès-verbal de saisie ou, s'il échet, de la signification de la saisie au débiteur et la vente.

En cas de conversion de saisie conservatoire en saisie-exécution, il y aura au moins un mois entre le commandement visé à l'article 1497 et la vente. »

3° een § 2 en een § 3 worden toegevoegd, luidend als volgt :

— « § 2. Elk jaar past de Koning de in § 1 bepaalde bedragen aan, rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand november van elk jaar.

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand november 1989.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer brengt een verhoging of verlaging van de bedragen met zich mee, overeenkomstig de volgende formule : het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het resultaat wordt afgerond tot het hogere honderdtal.

Het aldus aangepaste laatste bedrag mag evenwel nooit lager zijn dan het bedrag bepaald bij artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, dat van kracht zal zijn op 1 januari van het jaar volgend op de aanpassing, afgerond tot het hogere duizendtal.

Binnen de eerste vijftien dagen van de maand december van elk jaar, worden de nieuwe bedragen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Zij worden van kracht vanaf 1 januari van het jaar volgend op hun aanpassing. »

« § 3. De Koning kan bovendien de in § 1 bepaalde bedragen na advies van de Nationale Arbeidsraad aanpassen, rekening houdend met de economische toestand.

Het besluit treedt in werking op 1 januari van het jaar na dat waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

Art. 8. Een artikel 1409bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 1409bis. De schuldenaar die niet beschikt over inkomsten als bedoeld in artikel 1409, kan voor hem en zijn gezin de noodzakelijke inkomsten behouden welke berekend worden overeenkomstig de artikelen 1409 en 1411.

Iedere aanspraak van de schuldenaar, steunend op het eerste lid, wordt aan de beslagrechter voorgelegd overeenkomstig artikel 1408, § 3. Deze kan de duur beperken tijdens welke deze inkomsten van de schuldenaar niet voor beslag vatbaar zijn.

Art. 9. In artikel 1410 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 april 1969, 27 juni 1969, 12 mei 1971, 7 augustus 1974, 9 juli 1975 en 31 juli 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangeduid als volgt :

« 8° — de uitkering toegekend bij onderbreking van de beroepsloopbaan. » ;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« 8° — de bedragen uitgekeerd als maatschappelijke dienstverlening door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 10. In artikel 1411, eerst lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 mei 1971, worden de woorden « in artikel 1409 » vervangen door de woorden « in de artikelen 1409 en 1409bis ».

Art. 11. In artikel 1412 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De beperkingen en uitsluitingen waarin de artikelen 1409, 1409bis en 1410, § 1er, § 2, 1° tot 7°, § 3 et § 4 voorzien, zijn niet van toepassing : » ;

2° in het laatste lid wordt het woord « werknemer » vervangen door het woord « onderhoudsplichtige ».

Art. 12. Artikel 1502 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1502. In het exploit van uitvoerend beslag op roerend goed wordt op straffe van nietigheid, de tekst opgenomen van artikel 1408, § 3, alsook van de artikelen 490bisen 507 van het Strafwetboek. »

Art. 13. Artikel 1520 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 1520. Er moet ten minste één maand verlopen tussen de overhandiging van het afschrift van het proces-verbaal van beslaglegging of, in voorkomend geval, van de betekening van het beslag aan de schuldenaar en de verkoop.

In geval van omzetting van een bewarend beslag in een uitvoerend beslag, moet er ten minste één maand verlopen tussen het bevel dat bedoeld wordt in artikel 1497 en de verkoop. »

Art. 14. L'article 1524, deuxième alinéa, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Si la vente n'a pas lieu dans les quinze jours suivant le mois de la saisie déjà faite, le saisissant par récolement peut, sommation préalablement faite au premier saisissant, et sans former aucune demande en subrogation, faire procéder à la vente. »

Art. 15. Un article 1526 bis rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 1526 bis. Le débiteur contre lequel est poursuivie une saisie-exécution mobilière peut vendre à l'amiable les biens saisis pour en affecter le prix au paiement des créanciers.

A peine d'irrecevabilité, dans les dix jours qui suivent la signification de la saisie, le débiteur informe l'huissier de justice des propositions qui lui sont faites.

Si le créancier établit que ces propositions sont insuffisantes, il est passé outre à la demande de vente amiable.

Sauf si le refus d'autoriser la vente est inspiré par l'intention de nuire au débiteur, le créancier ne peut être tenu pour responsable.

Le transfert de propriété du bien est subordonné au versement de son prix entre les mains de l'huissier de justice dans les huit jours de l'acceptation de l'offre d'achat. En cas de non respect de ce délai, les biens peuvent être immédiatement exposés en vente publique.

Après paiement entre les mains de l'huissier de justice, ce dernier dresse procès-verbal de la vente à l'amiable, avec mention de l'identité de l'acheteur et du vendeur, du prix payé et de la description des biens vendus. Il tient une copie du procès-verbal à la disposition de l'acheteur.

Le procès-verbal est adressé au greffier dans les 24 heures, sous forme d'un avis de saisie, visé à l'article 1390 du Code judiciaire. »

Art. 16. L'article 476 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 476. § 1er. Les biens visés à l'article 1408 du Code judiciaire, à l'exception des biens indispensables à la profession du saisi, visés au 3^o de cet article, sont exclus de l'actif de la faillite. Le failli en conserve l'administration ainsi que la disposition.

§ 2. Sont également exclus de l'actif de la faillite, les montants, sommes et paiements que le failli recueille à partir de la déclaration de la faillite, pour autant qu'ils soient insaisissables en vertu des articles 1409 à 1412 du Code judiciaire ou en vertu de lois particulières.

§ 3. Le failli pourra, en outre, obtenir pour lui et sa famille des secours alimentaires qui seront fixés par le tribunal, sur la proposition des curateurs et le rapport du juge-commissaire.

§ 4. Les curateurs rédigeront un état des biens visés aux §§ 1er et 3. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*. »

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 14. Artikel 1524, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Heeft de verkoop niet plaats binnen vijftien dagen, volgend op de maand na het reeds gelegde beslag, dan kan de beslaglegger bij vergelijking, na aanmaning aan de eerste beslaglegger en zonder enige vordering tot indeplaatsstelling, doen overgaan tot de verkoop. »

Art. 15. Een artikel 1526 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 1526 bis. De schuldenaar tegen wie een uitvoerend beslag op roerend goed geschiedt, kan de in beslag genomen goederen in der minne verkopen ten einde de opbrengst ervan aan te wenden voor de betaling van de schuldeisers.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de schuldenaar binnen tien dagen na de betekening van de beslaglegging de gerechtsdeurwaarder in kennis stellen van de hem gedane voorstellen.

Indien de schuldeiser bewijst dat die voorstellen ontoereikend zijn, wordt met het verzoek tot verkoop in der minne geen rekening gehouden.

Behalve indien de weigering om met de verkoop in te stemmen is ingegeven door de bedoeling om de schuldenaar te benadelen, kan de schuldeiser niet aansprakelijk worden gesteld.

De overdracht van de eigendom van het goed is afhankelijk van de betaling van de prijs ervan in handen van de gerechtsdeurwaarder binnen acht dagen na de aanvaarding van het aankoopbod. Bij niet-naleving van die termijn kunnen de goederen onverwijld openbaar te koop worden gesteld.

Na betaling van de prijs in handen van de gerechtsdeurwaarder, maakt deze een proces-verbaal op van verkoop in der minne met vermelding van de identiteit van de koper en verkoper, de betaalde prijs en de omschrijving van de verkochte goederen. Hij stelt hiervan een afschrift ter beschikking van de koper.

Het proces-verbaal wordt binnen 24 uren aangezegd aan de griffier, in de vorm van een bericht van beslag, als bedoeld in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 16. Artikel 476 van de wet van 18 april 1851 betreffende het faillissement, de bankbreuk en het uitstel van betaling wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 476. § 1. De goederen bedoeld in artikel 1408 van het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van de goederen die de beslagene volstrekt nodig heeft voor zijn beroep, bedoeld in het 3^o van dat artikel, worden uit het actief van het faillissement gesloten en blijven onder het beheer en ter beschikking van de gefailleerde.

§ 2. Uit het actief van het faillissement worden eveneens gesloten, de bedragen, sommen en uitkeringen die de gefailleerde ontvangt sinds de faillietverklaring voor zover zij krachtens de artikelen 1409 tot 1412 van het Gerechtelijk Wetboek of krachtens bijzondere wetten niet voor beslag vatbaar zijn.

§ 3. De gefailleerde kan bovendien voor zichzelf en zijn gezin levensonderhoud verkrijgen, te bepalen door de rechtbank, op voorstel van de curatoren en op verslag van de rechter-commissaris.

§ 4. De curatoren maken een staat op van de in de §§ 1 en 3 bedoelde goederen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. »

Gegeven te Brussel, 14 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET